(12) DEMANDE INTERNATIONALE PUBLIÉE EN VERTU DU TRAITÉ DE COOPÉRATION EN MATIÈRE DE BREVETS (PCT)

(19) Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle

Bureau international



- 1001 | 1001 | 1001 | 1001 | 1001 | 1000 | 1001 | 1001 | 1001 | 1001 | 1001 | 1001 | 1001 | 1001 | 1001 | 100

(43) Date de la publication internationale 22 mars 2001 (22.03.2001)

PCT

(10) Numéro de publication internationale WO 01/20558 A1

- (51) Classification internationale des brevets7: G07B 15/02
- (21) Numéro de la demande internationale:

PCT/FR00/02459

(22) Date de dépôt international:

7 septembre 2000 (07.09.2000)

(25) Langue de dépôt:

français

(26) Langue de publication:

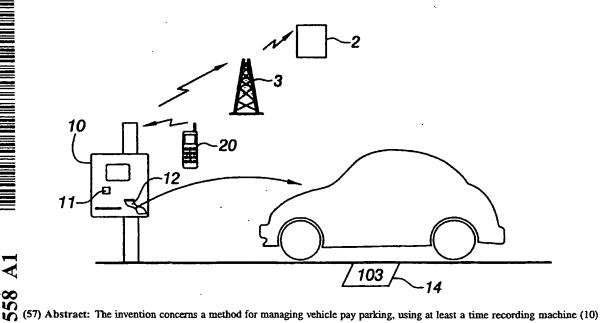
français

- (30) Données relatives à la priorité: 99/11541 15 septembre 1999 (15.09.1999) FI
- (71) Déposant (pour tous les États désignés sauf US): SCHLUMBERGER SYSTEMES [FR/FR]; 50 avenue Jean Jaurès, F-92120 Montrouge (FR).

- (72) Inventeur; et
- (75) Inventeur/Déposant (pour US seulement): BRUSSEAUX, Thierry [FR/FR]; 2 rue des Tripétards, F-25750 Avenay (FR).
- (74) Mandataire: FERNANDEZ, Francis; Schlumberger Systèmes, 50, avenue Jean Jaurès, Boîte postale 620 12, F-92542 Montrouge Cedex (FR).
- (81) États désignés (national): AE, AG, AL, AM, AT, AU, AZ, BA, BB, BG, BR, BY, CA, CH, CN, CR, CU, CZ, DE, DK, DM, DZ, EE, ES, FI, GB, GD, GE, GH, GM, HR, HU, ID, IL, IN, IS, JP, KE, KG, KP, KR, KZ, LC, LK, LR, LS, LT, LU, LV, MA, MD, MG, MK, MN, MW, MX, NO, NZ, PL, PT, RO, RU, SD, SE, SG, SI, SK, SL, TJ, TM, TR, TT, TZ, UA, UG, US, UZ, VN, YU, ZA, ZW.

[Suite sur la page suivante]

- (54) Title: VEHICLE PARKING MANAGEMENT METHOD
- (54) Titre: PROCEDE DE GESTION DE STATIONNEMENT DE VEHICULES



(57) Abstract: The invention concerns a method for managing vehicle pay parking, using at least a time recording machine (10) connected to a parking server (2). The invention is characterised in that since said time recording machine (10) and mobile telephones are equipped with short-distance communication means: a user, provided with at least one (20) of said mobile telephones, transmits to the time recording machine (10) at least: data concerning the user's identity, data concerning parking time; the time recording machine (10) supplies to means (12, 13, 14) controlling parking authorisation, at least data concerning parking time; the time recording machine (10) supplies to the parking server (2), said data concerning the user's identity and the specific parking fee to be paid, at least, based on data concerning parking time, to charge the user.

[Suite sur la page suivante]

(84) États désignés (régional): brevet ARIPO (GH, GM, KE, LS, MW, MZ, SD, SL, SZ, TZ, UG, ZW), brevet eurasien (AM, AZ, BY, KG, KZ, MD, RU, TJ, TM), brevet européen (AT, BE, CH, CY, DE, DK, ES, FI, FR, GB, GR, IE, IT, LU, MC, NL, PT, SE), brevet OAPI (BF, BJ, CF, CG, CI, CM, GA, GN, GW, ML, MR, NE, SN, TD, TG).

En ce qui concerne les codes à deux lettres et autres abréviations, se référer aux "Notes explicatives relatives aux codes et abréviations" figurant au début de chaque numéro ordinaire de la Gazette du PCT.

Publiée:

Avec rapport de recherche internationale.

PCT/FR00/02459 WO 01/20558

PROCEDE DE GESTION DE STATIONNEMENT DE VEHICULES

La présente invention concerne un procédé de gestion de 5 stationnement payant de véhicules, utilisant au moins un horodateur relié à un serveur de stationnement.

L'invention trouve une application particulièrement avantageuse dans le domaine des parcs de stationnement à horodateurs.

10

On connaît, notamment de la demande internationale WO 96/11453, un système de gestion de stationnement payant construit autour d'un réseau de téléphonie mobile, dans lequel un usager appelle, au moyen de son téléphone mobile, un serveur de stationnement pour lui indiquer la zone de stationnement choisie, et fournir un identifiant du véhicule tel que le numéro d'immatriculation, et éventuellement un 15 code personnel d'identification. Le serveur de stationnement enregistre les données de l'appel ainsi que l'heure de début de stationnement. Lorsque l'usager quitte le lieu de stationnement, il appelle à nouveau le serveur de stationnement pour l'informer de son départ. Compte tenu de la durée de stationnement et de la tarification en vigueur dans la 20 zone de stationnement, le serveur peut calculer le prix à payer par l'usager et établir une facture soit directement, soit par l'intermédiaire de l'opérateur de téléphonie mobile.

Dans ce système connu, le contrôle s'effectue par des agents de surveillance équipés d'appareils portables leur permettant de consulter 25 le serveur de stationnement par liaison téléphonique afin de savoir si les véhicules en stationnement, identifiés notamment par leur numéro d'immatriculation, ont bien été régulièrement enregistrés auprès du serveur.

2

Bien qu'il offre un certain nombre d'avantages, le système de gestion de stationnement payant qui vient d'être décrit présente néanmoins quelques inconvénients.

Pour l'usager du système, il est obligatoire d'effectuer, et donc de 5 payer, deux appels téléphoniques en direction du serveur, ce qui peut être très coûteux en comparaison du prix moyen de stationnement. Pour l'opérateur de stationnement, il est nécessaire de munir les agents de surveillance d'un équipement spécial dont le coût d'exploitation est important puisqu'il nécessite un appel téléphonique du serveur de 10 stationnement. De plus, ce travail de surveillance est très long car il chaque véhicule faut pour taper son identifiant. numéro d'immatriculation ou numéro d'identification inscrit sur une étiquette placée de façon visible sur le véhicule.

D'autre part, ce système connu de gestion de stationnement payant n'est pas compatible avec les systèmes existants de paiement, comme les parcs d'horodateurs délivrant un ticket de stationnement à placer derrière le pare-brise du véhicule ou fournissant un listage des numéros de place ou des numéros d'immatriculation des véhicules en stationnement saisis aux horodateurs par les usagers. Il en résulte soit une perte d'information, soit la nécessité d'utiliser des logiciels plus complexes si l'on veut établir des états financiers ou des statistiques pour l'ensemble du système.

Enfin, on peut constater que, si l'usager oublie de signaler son départ au serveur, le temps de stationnement continue d'être débité, ce qui se traduira inévitablement par des contestations de factures.

Aussi, le problème technique à résoudre par l'objet de la présente invention est de proposer un système de gestion de stationnement payant de véhicules, utilisant au moins un horodateur relié à un serveur de stationnement, procédé qui permettrait d'appliquer les

moyens de la téléphonie mobile au domaine de stationnement payant sans toutefois présenter les inconvénients mentionnés plus haut.

La solution du problème technique posé consiste, selon la présente invention, en ce que, ledit horodateur et des téléphones mobiles étant munis de moyens de communication à courte distance :

- un usager, muni d'un desdits téléphones mobiles, transmet à l'horodateur au moins:
 - . des informations concernant l'identité de l'usager,
 - . des informations concernant le temps de stationnement,
- l'horodateur fournit à des moyens de contrôle d'autorisation de stationnement, au moins, les informations concernant le temps de stationnement,
- l'horodateur fournit au serveur de stationnement lesdites informations concernant l'identité de l'usager et le prix de stationnement à payer déterminé, au moins, à partir des informations concernant le temps de stationnement, pour facturation à l'usager.

Il existe en effet des systèmes, tels que le système connu sous le nom de « Bluetooth », qui permettent à des téléphones mobiles du type GSM par exemple de communiquer sur des distances limitées, de l'ordre de 100m, avec des équipements informatiques sur une autre fréquence que celle habituellement utilisée pour les communications longue distance. Ces liaisons à courte distance étant gratuites, il résulte immédiatement du procédé conforme à l'invention l'avantage pour l'usager de ne pas avoir à payer de communications téléphoniques avec le serveur de stationnement comme dans le système décrit dans la demande internationale précitée.

On comprend également que, dans le procédé selon l'invention, l'horodateur détient les informations de temps de stationnement nécessaires au contrôle, et que, de ce fait, lesdits moyens de contrôle

4

d'autorisation de stationnement pourront être plus simples et moins coûteux qu'une liaison par téléphone avec le serveur de stationnement.

Selon un premier mode de réalisation de l'invention, lesdits moyens de contrôle d'autorisation de stationnement sont constitués par un ticket de stationnement imprimé par l'horodateur à placer à l'intérieur du véhicule et portant au moins les informations concernant le temps de stationnement. On retrouve ici une utilisation classique d'un horodateur dans sa fonction de délivrance d'un ticket de stationnement.

Selon un deuxième mode de réalisation de l'invention, lesdits moyens de contrôle d'autorisation de stationnement sont constitués par un listage fourni par l'horodateur ou par un appareil de contrôle portable, apte à recevoir des informations en provenance de l'horodateur. Dans ce dernier cas, l'appareil de contrôle portable reçoit les informations de l'horodateur soit par liaison infra-rouge, soit par liaison radio courte-distance. Ces liaisons étant gratuites, elles ne génèrent pas de coûts supplémentaires de communication.

On remarquera enfin que le procédé conforme à l'invention se présente comme un nouveau moyen de paiement sur un horodateur, et que, de ce fait, il est compatible du point de vue comptabilité et statistiques avec les parcs d'horodateurs déjà existants.

La description qui va suivre en regard des dessins annexés, donnés à titre d'exemple non limitatifs, fera bien comprendre en quoi consiste l'invention et comment elle peut être réalisée.

La figure 1 est un schéma d'un premier mode de mise en oeuvre du procédé conforme à l'invention.

La figure 2 est un schéma d'un deuxième mode de mise en oeuvre du procédé conforme à l'invention.

Le schéma de la figure 1 illustre un procédé de stationnement payant de véhicules, utilisant au moins un horodateur 10. Cet 30 horodateur 10 fait partie d'un système de stationnement géré par un

PCT/FR00/02459 WO 01/20558

5

serveur 2 et auquel il est relié par exemple à travers un réseau téléphonique 3.

Par ailleurs, l'horodateur 10 est muni d'une interface du type « Bluetooth » lui permettant de communiquer gratuitement et à courte 5 distance avec au moins un téléphone mobile 20 apte à effectuer de telles communications.

Selon le procédé de stationnement payant montré à la figure 1, un usager, muni du téléphone mobile 20, se présente devant l'horodateur 10 et appuie, éventuellement, sur une touche 11 afin de mettre 10 l'horodateur en état de recevoir une communication à courte distance. L'usager compose alors sur son téléphone 20 un message comprenant des informations concernant l'identité de l'usager et des informations concernant le temps de stationnement. Ce message est transmis à l'horodateur 10 selon le mode de communication à courte distance.

A partir des informations reçues du téléphone mobile 20, l'horodateur 10 calcule un certain nombre de paramètres, tels que l'heure de fin de stationnement autorisé et le prix de stationnement à payer par l'usager en fonction de la tarification en vigueur. L'horodateur 10 peut alors imprimer un ticket 12, faisant office de moyen de contrôle 20 d'autorisation de stationnement. Le ticket 12 indiquant par exemple la date et l'heure de fin de stationnement autorisé est placé à l'intérieur du véhicule de manière visible afin de permettre un contrôle visuel par les agents de surveillance.

15

Le prix de stationnement est stocké dans une mémoire de 25 l'horodateur 10 et communiqué périodiquement au serveur 2 de stationnement pour compensation. L'usager reçoit une facture du montant de cette somme qu'il doit régler directement auprès de l'opérateur de stationnement.

D'autres modes de paiement peuvent être envisagés tels que le 30 débit d'un compte prépayé ouvert auprès de l'opérateur du serveur 2 de 10

20

stationnement. Pour recharger son compte, l'usager achète une carte prépayée grattable de 100F de droits de stationnement par exemple, appelle l'horodateur avec son téléphone mobile et tape le numéro inscrit sur la carte grattable, l'information est ensuite transmise au serveur de 5 stationnement de manière à créditer de 100F le compte prépayé de l'usager.

Bien entendu, au lieu de fournir à l'horodateur 10 une durée de stationnement, l'usager pourrait fournir directement le prix de stationnement qu'il souhaite payer, l'horodateur convertissant ce prix en durée de stationnement en fonction de la tarification en vigueur.

Si le même horodateur 10 est susceptible de couvrir plusieurs zones de tarification différente, alors l'usager doit indiquer à l'horodateur la zone dans laquelle se trouve son véhicule sous forme d'informations concernant le lieu de stationnement du véhicule, notamment un numéro caractéristique 14 de la zone tarifaire du lieu de stationnement, içi le numéro « 103 » de l'emplacement de parking. A partir de ce numéro, l'horodateur saura déterminer quel tarif il doit appliquer. Une indication du tarif appliqué apparaît sur le ticket 12 délivré par l'horodateur 10.

Le mode de mise en oeuvre du procédé selon l'invention représenté sur la figure 2 diffère de celui de la figure 1 en ce que l'usager, à son arrivée sur le lieu de stationnement, transmet à l'horodateur 10 avec son téléphone mobile 20 non seulement les informations concernant l'identité de l'usager et les informations concernant le temps de 25 stationnement, durée ou prix comme précédemment, mais également des informations d'identification du véhicule en stationnement, telles numéro d'immatriculation du véhicule, d'identification apposé sur le véhicule (numéro d'abonné de l'usager au système de stationnement payant par exemple) ou un numéro

caractéristique 14 de l'emplacement de stationnement, ce dernier pouvant servir au besoin d'identification de la zone tarifaire.

Le contrôle s'effectue de la façon suivante. A la demande d'un agent de surveillance, l'horodateur 10 fournit un listage 13 de contrôle d'autorisation de stationnement sur lequel sont indiquées les informations d'identification du véhicule en stationnement, numéro d'immatriculation ou d'identification, et les informations concernant le temps de stationnement, durée et heure de début de stationnement.

La facturation à l'usager s'effectue comme dans le mode de mise en 10 oeuvre représenté sur la figure 1.

Selon une variante avantageuse du mode de mise en oeuvre du procédé de la figure 2, l'usager envoie dans un premier message téléphonique à courte distance à l'horodateur 10 comportant les informations concernant le temps de stationnement non pas sous forme de durée ou de prix mais uniquement par l'heure de début de stationnement. Lors d'un contrôle, le listage 13 fourni par l'horodateur 10 à un agent de surveillance indiquera que le véhicule identifié par son numéro d'immatriculation, son numéro d'identification ou son numéro d'emplacement est autorisé à stationner depuis ladite heure de début de stationnement.

Lorsque l'usager décide de quitter son stationnement, il envoie un deuxième message téléphonique à l'horodateur 10 les informations concernant l'identification du véhicule en stationnement et l'heure de fin de stationnement. Lors d'un contrôle, le listage 13 aura fait disparaître depuis l'heure de fin de stationnement l'identification du véhicule, indiquant que le véhicule correspondant n'est plus en situation de stationnement autorisé.

Le prix à payer par l'usager est calculé à partir de la tarification en vigueur, déduite des informations concernant le lieu de stationnement,

8

et de la durée de stationnement obtenue par la différence entre les heures de fin et de début de stationnement.

On notera que, dans ce mode de mise en oeuvre, l'usager paye pour la durée réelle du stationnement, alors que dans le cas de la figure 1 le stationnement est prépayé pour une durée forfaitaire donnée.

Le procédé de stationnement payant, objet de l'invention, a été décrit en regard de la figure 2 en mettant en oeuvre un listage 13 comme moyens de contrôle d'autorisation de stationnement. Il est bien entendu que d'autres moyens pourraient être utilisés, tel qu'un dispositif portable apte à recevoir des informations de l'horodateur 10 par liaison infra-rouge ou radio courte-distance, comme celà a déjà été indiqué plus haut.

Il est également prévu que l'horodateur 10 envoie au téléphone mobile 20 un certificat électronique calculé au moins à partir d'informations relatives à l'usager, comme son numéro d'abonné ou son numéro de compte, des informations concernant l'identification du lieu de stationnement et des informations concernant le temps de stationnement. Ce certificat est stocké dans la mémoire du téléphone ou dans celle de la carte SIM. Si la mémoire le permet, plusieurs certificats (10 par exemple) peuvent être stockés dans un fichier tournant.

Ce certificat sert de justificatif à l'usager pour prouver son paiement en cas d'amende ou autre difficulté. Il peut alors se rendre auprès de l'opérateur du système de stationnement avec son téléphone mobile et faire constater son paiement grâce au certificat stocké en mémoire. Ce certificat sert aussi à l'usager de rappel de l' heure de fin de stationnement autorisé.

10

15

REVENDICATIONS

- Procédé de gestion de stationnement payant de véhicules, utilisant au moins un horodateur (10) relié à un serveur (2) de stationnement, caractérisé en ce que, ledit horodateur (10) et des téléphones mobiles étant munis de moyens de communication à courte distance, :
 - un usager, muni d'un (20) desdits téléphones mobiles, transmet à l'horodateur (10) au moins:
 - . des informations concernant l'identité de l'usager,
 - . des informations concernant le temps de stationnement,
 - l'horodateur (10) fournit à des moyens (12, 13) de contrôle d'autorisation de stationnement, au moins, les informations concernant le temps de stationnement,
 - l'horodateur (10) fournit au serveur (2) de stationnement lesdites informations concernant l'identité de l'usager et le prix de stationnement à payer déterminé, au moins, à partir des informations concernant le temps de stationnement, pour facturation à l'usager.
 - 2. Procédé selon la revendication 1, caractérisé en ce que les informations concernant le temps de stationnement sont constituées par une durée ou un prix de stationnement défini par l'usager.
- Procédé selon l'une des revendications 1 ou 2, caractérisé en ce que lesdits moyens de contrôle d'autorisation de stationnement sont constitués par un ticket (12) de stationnement imprimé par
 l'horodateur (10) à placer à l'intérieur du véhicule et portant au moins les informations concernant le temps de stationnement.
- 4. Procédé selon l'une quelconque des revendications 1 à 3, caractérisé en ce que l'usager transmet également à l'horodateur (10) des informations concernant l'identification du lieu de stationnement du véhicule, et en ce que l'horodateur (10) fournit également auxdits

moyens de contrôle d'autorisation de stationnement lesdites informations concernant l'identification du lieu de stationnement du véhicule.

- 5. Procédé selon la revendication 1, caractérisé en ce que 5 l'usager fournit également à l'horodateur (10) des informations d'identification du véhicule en stationnement.
- 6. Procédé selon la revendication 5, caractérisé en ce que les informations d'identification du véhicule en stationnement sont le numéro d'immatriculation du véhicule, un numéro d'identification apposé sur le véhicule ou un numéro caractéristique (14) de l'emplacement de stationnement du véhicule.
- 7. Procédé selon l'une des revendications 5 ou 6, caractérisé en ce que les informations concernant le temps de stationnement sont constituées par une durée ou un prix de stationnement défini par l'usager.
- 8. Procédé selon l'une des revendications 5 ou 6, caractérisé en ce que les informations concernant le temps de stationnement sont constituées par l'heure de début de stationnement et l'heure de fin de stationnement respectivement transmises à l'horodateur (10) à l'arrivée et au départ du véhicule du lieu de stationnement.
- 9. Procédé selon l'une quelconque des revendications 5 à 8, caractérisé en ce que lesdits moyens de contrôle d'autorisation de stationnement sont constitués par un listage (13) fourni par l'horodateur (10) ou par un appareil de contrôle portable apte à recevoir des informations en provenance de l'horodateur (10).
 - 10. Procédé selon l'une quelconque des revendications 1 à 9, caractérisé en ce que les informations concernant l'identification du lieu de stationnement du véhicule comprennent également un numéro caractéristique (14) de la zone tarifaire du lieu de stationnement.

- 11. Procédé selon l'une quelconque des revendications 1 à 10, caractérisé en ce que l' horodateur envoie au téléphone mobile (20) un certificat électronique calculé au moins à partir d'informations relatives à l'usager, des informations concernant le lieu de stationnement du véhicule et des informations concernant le temps de stationnement.
 - 12. Procédé selon l'une quelconque des revendications 1 à 11, caractérisé en ce que le prix de stationnement est débité d'un compte prépayé auprès de l'opérateur du serveur (2) de stationnement.
- 13. Procédé selon la revendication 12, caractérisé en ce que 10 ledit compte prépayé est rechargeable au moyen d'une carte prépayée grattable.

1/1

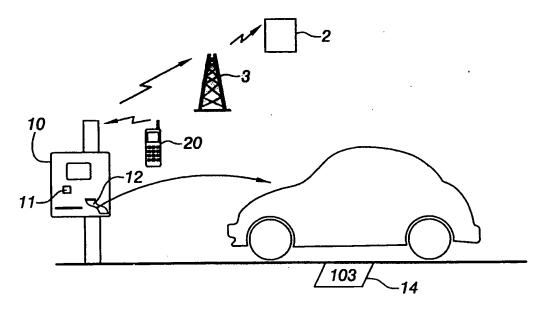


FIG. 1

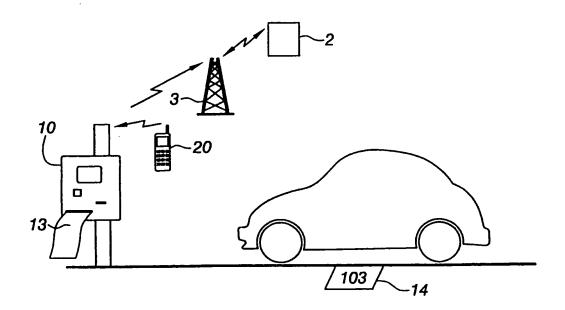


FIG. 2

INTERNATIONAL SEARCH REPORT

Internation Application No

			PC1/FR 00/	UZ45Y
a. classif IPC 7	GO7B15/02			
According to	International Patent Classification (IPC) or to both national classific	cation and IPC		
B. FIELDS S	SEARCHED			· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·
Minimum doo IPC 7	cumentation searched (classification system followed by classification $607B$	tion symbols)		
Documentati	ion searched other than minimum documentation to the extent that	such documents are incl	uded in the fields se	arched
Electronic da	ata base consulted during the international search (name of data b	ase and, where practica	i, search terms used)	1
WPI Dat	ta, EPO-Internal, PAJ			
C. DOCUME	ENTS CONSIDERED TO BE RELEVANT			
Category *	Citation of document, with indication, where appropriate, of the r	elevant passages		Relevant to claim No.
Y	WO 97 45814 A (VAZVAN BEHRUZ) 4 December 1997 (1997-12-04) abstract; figures page 10, line 5 - line 32 page 11, line 25 -page 12, line	18		1-8
Y	EP 0 447 312 A (SCHLUMBERGER INT 18 September 1991 (1991-09-18) column 3, line 48 -column 4, lin column 5, line 1 - line 13; figu	ne 51		1-8
A	WO 94 01963 A (ROZGONYI JOSEPH) 20 January 1994 (1994-01-20) abstract; figures page 2, line 10 -page 4, line 12 page 7, line 1 - line 28 page 9, line 18 -page 10, line 2			1-4
X Fur	ther documents are listed in the continuation of box C.	X Patent famil	y members are listed	l in annex.
"A" docum consisted artiser filing "L" docum which citatis "O" docum other	categories of cited documents: ment defining the general state of the art which is not idered to be of particular relevance or document but published on or after the international date ment which may throw doubts on priority claim(s) or his cated to establish the publication date of another on or other special reason (as specified) ment reterring to an oral disclosure, use, exhibition or remeans ment published prior to the international filling date but than the priority date claimed	cited to understa invention "X" document of part cannot be consi involve an inven- "Y" document of part cannot be consi document is con-	and not in conflict will and the principle or the icular relevance; the dered novel or cannot the step when the de icular relevance; the dered to involve an in thined with one or mathination being obvice.	the application but beeny underlying the claimed invention at be considered to cournent is taken alone claimed invention inventive step when the lone other such docupous to a person skilled
	e actual completion of the international search		of the International se	earch report
	12 December 2000	21/12/		
Name and	d mailing address of the ISA European Patent Office, P.B. 5818 Patentlaan 2 NL - 2280 HV Rijswijk Tat. (+31-70) 340-2040, Tx. 31 651 epo nl, Fax: (+31-70) 340-3016	Authorized office		

INTERNATIONAL SEARCH REPORT

Internati Application No
PCT/FR 00/02459

		LCIVER OO	
C.(Continua Category *	ation) DOCUMENTS CONSIDERED TO BE RELEVANT Citation of document, with indication, where appropriate, of the relevant passages		Relevant to claim No.
oalogory .	Giates of decement, with indication, where appropriate, or the recording passages		TOOTER TO CHANT TO.
A	WO 94 07206 A (AT COMM INC) 31 March 1994 (1994-03-31) abstract; claims; figures page 3, line 14 -page 4, line 30	•	1,2,5-8, 13,14
A	WO 96 38996 A (BUYTAERT STEVEN HERWIG CYRIEL; MAES MARC JOSEF MARIA (BE); ORENS G) 5 December 1996 (1996-12-05) abstract; claims; figures page 23, line 16 -page 25, line 13		
A	HAARTSEN J: "BLUETOOTH - THE UNIVERSAL RADIO INTERFACE FOR AD HOC, WIRELESS CONNECTIVITY" ERICSSON REVIEW, SE, ERICSSON. STOCKHOLM, no. 3, 1 January 1998 (1998-01-01), pages 110-117, XP000783249 ISSN: 0014-0171		

INTERNATIONAL SEARCH REPORT

Information on patent family members

Internati. Application No
PCT/FR 00/02459

	tent document in search report		Publication date		Patent family member(s)	Publication date
WO	9745814	A	04-12-1997	FI FI FI EP	962553 A 971248 A 970767 A 0960402 A	25-11-1997 26-04-1997 20-10-1997 01-12-1999
EP	0447312	Α	18-09-1991	FI FR AT DE DE ES	971009 A 2659769 A 124796 T 69110930 D 69110930 T 2077818 T	26-04-1997
WO	9401963	A	20-01-1994	AU	4661093 A	31-01-1994
WO	9407206	A	31-03-1994	US AU	5751973 A 5128293 A	12-05-1998 12-04-1994
WO	9638996	A	05-12-1996	BE BE AT AU CA DE EP JP	1009388 A 1010053 A 196964 T 5640696 A 2220661 A 69610626 D 0830797 A 11505990 T	04-03-1997 02-12-1997 15-10-2000 18-12-1996 05-12-1996 16-11-2000 25-03-1998 25-05-1999

RAPPORT DE RECHERCHE INTERNATIONALE

Demand. .ernationale No PCT/FR 00/02459

A. CLASSEMENT DE L'OBJET DE LA DEMANDE CIB 7 G07B15/02

Selon la classification internationale des brevets (CIB) ou à la fois selon la classification nationale et la CIB

B. DOMAINES SUR LESQUELS LA RECHERCHE A PORTE

Documentation minimale consultée (système de classification suivi des symboles de classement) $C\,I\,B\,$ $7\,$ $\,$ $\,$ $G\,0\,7\,B\,$

Documentation consultée autre que la documentation minimale dans la mesure où ces documents relèvent des domaines sur lesquels a porté la recherche

Base de données électronique consultée au cours de la recherche internationale (nom de la base de données, et si réalisable, termes de recherche utilisés)
WPI Data, EPO-Internal, PAJ

Y WO 97 45814 A (VAZVAN BEHRUZ) 4 décembre 1997 (1997-12-04) abrégé; figures page 10, ligne 5 - ligne 32 page 11, ligne 25 -page 12, ligne 18 Y EP 0 447 312 A (SCHLUMBERGER IND SA) 18 septembre 1991 (1991-09-18) colonne 3, ligne 48 -colonne 4, ligne 51 colonne 5, ligne 1 - ligne 13; figure A WO 94 01963 A (ROZGONYI JOSEPH) 20 janvier 1994 (1994-01-20) abrégé; figures page 2, ligne 10 -page 4, ligne 12 page 7, ligne 1 - ligne 28 page 9, ligne 18 -page 10, ligne 26 -/	Catégorie °	ENTS CONSIDERES COMME PERTINENTS Identification des documents cités, avec, le cas échéant, l'indication des passages pertinents	no. des revendications visées
4 décembre 1997 (1997-12-04) abrégé; figures page 10, ligne 5 - ligne 32 page 11, ligne 25 -page 12, ligne 18 Y EP 0 447 312 A (SCHLUMBERGER IND SA) 18 septembre 1991 (1991-09-18) colonne 3, ligne 48 -colonne 4, ligne 51 colonne 5, ligne 1 - ligne 13; figure A W0 94 01963 A (ROZGONYI JOSEPH) 20 janvier 1994 (1994-01-20) abrégé; figures page 2, ligne 10 -page 4, ligne 12 page 7, ligne 1 - ligne 28			
18 septembre 1991 (1991-09-18) colonne 3, ligne 48 -colonne 4, ligne 51 colonne 5, ligne 1 - ligne 13; figure WO 94 01963 A (ROZGONYI JOSEPH) 20 janvier 1994 (1994-01-20) abrégé; figures page 2, ligne 10 -page 4, ligne 12 page 7, ligne 1 - ligne 28	Υ	4 décembre 1997 (1997-12-04) abrégé; figures page 10, ligne 5 - ligne 32	1-8
20 janvier 1994 (1994-01-20) abrégé; figures page 2, ligne 10 -page 4, ligne 12 page 7, ligne 1 - ligne 28	Υ	18 septembre 1991 (1991-09-18) colonne 3, ligne 48 -colonne 4, ligne 51	1-8
	A	20 janvier 1994 (1994-01-20) abrégé; figures page 2, ligne 10 -page 4, ligne 12 page 7, ligne 1 - ligne 28	1-4

Voir la suite du cadre C pour la fin de la liste des documents	Les documents de tamilles de brevets sont indiques en annexe
Catégories spéciales de documents cités:	T' document utiérieur publié après la date de dépôt international ou la
'A' document définissant l'état général de la technique, non considéré comme particulièrement pertinent	date de priorité et n'appartenenant pas à l'état de la technique pertinent, mais cité pour comprendre le principe ou la théorie constituant la base de l'invention
E document antérieur, mais publié à la date de dépôt international ou après cette date	X° document particulièrement pertinent; l'inven tion revendiquée ne peut être considérée comme nouvelle ou comme impliquant une activité
"L" document pouvant jeter un doute sur une revendication de priorité ou cité pour déterminer la date de publication d'une autre clation ou pour une raison spéciate (telle qu'indiquée)	inventive par rapport au document considéré isolément Y* document particulièrement pertinent; l'inven tion revendiquée ne peut être considérée comme impliquant une activité inventive
"O" document se référant à une divulgation orale, à un usage, à une exposition ou tous autres moyens	lorsque le document est associé à un ou plusieurs autres documents de même nature, cette combinaison étant évidente
P document publié avant la date de dépôt international, mais postérieurement à la date de priorité revendiquée	pour une personne du métier & document qui fait partie de la même famille de brevets
Date à laquelle la recherche internationale a été effectivement achevée	Date d'expédition du présent rapport de recherche internationale
12 décembre 2000	21/12/2000
Nom et adresse postate de l'administration chargée de la recherche internationale Office Européen des Brevets, P.B. 5818 Patentiaan 2	Fonctionnaire autorisé
NL – 2280 HV Rijswijk Tel. (+31-70) 340-2040, Tx. 31 651 epo nl, Fax: (+31-70) 340-3016	Meyl, D

RAPPORT DE RECHERCHE INTERNATIONALE

Demanda ernationale No PCT/FR 00/02459

C (auta) D	OCUMENTS CONSIDERES COMME PERTINENTS	00/02459
Catégorie °		no, des revendications visées
A	WO 94 07206 A (AT COMM INC) 31 mars 1994 (1994-03-31) abrégé; revendications; figures page 3, ligne 14 -page 4, ligne 30	1,2,5-8, 13,14
A	WO 96 38996 A (BUYTAERT STEVEN HERWIG CYRIEL ;MAES MARC JOSEF MARIA (BE); ORENS G) 5 décembre 1996 (1996-12-05) abrégé; revendications; figures page 23, ligne 16 -page 25, ligne 13	1
A	HAARTSEN J: "BLUETOOTH - THE UNIVERSAL RADIO INTERFACE FOR AD HOC, WIRELESS CONNECTIVITY" ERICSSON REVIEW, SE, ERICSSON. STOCKHOLM, no. 3, 1 janvier 1998 (1998-01-01), pages 110-117, XP000783249 ISSN: 0014-0171	
	-	
		,

RAPPORT DE RECHERCHE INTERNATIONALE

Renseignements relatifs aux membres de familles de brevets

Demand. ernationale No PCT/FR 00/02459

	ument brevet cité oport de recherch		Date de publication		mbre(s) de la lle de brevet(s)	Date de publication
WO	9745814	Α	04-12-1997	FI	962553 A	25-11-1997
				FI	971248 A	26-04-1997
				FI	970767 A	20-10-1997
				EP	0960402 A	01-12-1999
				FI	971009 A	26-04-1997
EP	0447312	A	18-09-1991	FR	2659769 A	20-09-1991
				AT	124796 T	15-07-1995
				DE	69110930 D	10-08-1995
				DE	69110930 T	14-03-1996
				ES	2077818 T	01-12-1995
WO	9401963	Α	20-01-1994	AU	4661093 A	31-01-1994
WO	9407206	Α	31-03-1994	US	5751973 A	12-05-1998
				AU	5128293 A	12-04-1994
WO	9638996	A	05-12-1996	BE	1009388 A	04-03-1997
				BE	1010053 A	02-12-1997
				AT	196964 T	15-10-2000
				AU	5640696 A	18-12-1996
				CA	2220661 A	05-12-1996
				DE	69610626 D	16-11-2000
				EP	0830797 A	25-03-1998
				JP	11505990 T	25-05-1999